

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sont approuvées les modifications reprises en annexe, apportées aux statuts de la Caisse de compensation pour allocations familiales de la région du Centre (grosse et moyenne industries) à Haine-Saint-Paul, par décision de son assemblée générale extraordinaire du 29 mai 1985.

Art. 2. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 juillet 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De als bijlage opgenomen wijzigingen in de statuten van de « Caisse de compensation pour allocations familiales de la région du Centre (grosse et moyenne industries) » te Haine-Saint-Paul, aangebracht bij beslissing van zijn buitengewone algemene vergadering van 29 mei 1985, worden goedgekeurd.

Art. 2. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 juli 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

Annexe — Bijlage

Caisse de compensation pour allocations familiales de la région du Centre.
(grosse et moyenne industries) à Haine-Saint-Paul

STATUTS

Les statuts de la Caisse précitée sont modifiés comme suit :

A l'article 2, le nombre « 428 » est remplacé par le nombre « 156 ».

L'article 6 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Tout employeur peut devenir membre de l'association pour autant que le siège de son exploitation industrielle soit établi dans la région wallonne ».

A l'article 33, les mots « fonds de prévision » sont remplacés par les mots « réserve administrative ».

A l'article 34, les mots « fonds de prévision » sont remplacés par les mots « réserve administrative ».

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 18 juillet 1985.

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE

F. 85 — 1459

Arrêté royal fixant certaines règles en matière de gestion distincte et de comptabilité pour les hôpitaux qui dépendent d'un centre public d'aide sociale, d'une association intercommunale ou d'une association créée conformément au chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté, qui est soumis à Votre signature, vise à exécuter, en ce qui concerne les hôpitaux, l'article 94, 1^{er}, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale, qui dispose que le Roi peut arrêter, pour certains services et établissements dépendant du centre public d'aide sociale, certaines règles en matière de gestion distincte, de tenue des inventaires et de tenue de la comptabilité.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 18 juli 1985.

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN

N. 85 — 1459

Koninklijk besluit houdende bepaalde regelen in verband met het afzonderlijk beheer en de boekhouding van de ziekenhuizen die afhangen van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, van een intercommunale vereniging of van een vereniging opgericht overeenkomstig hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd bedoelt, wat de ziekenhuizen betreft, uitvoering te geven aan artikel 94, § 1, van de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, waarbij wordt bepaald dat de Koning voor sommige diensten en inrichtingen afhankelijk van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn bepaalde regelen kan treffen in verband met een afzonderlijk beheer, het houden van inventarissen en van de boekhouding.

A cet effet des règles importantes ont déjà été fixées par l'arrêté royal n° 244 du 31 décembre 1983 qui, par son article 6 a ajouté les paragraphes 2 à 7 à l'article 94 précité.

Qu'il nous soit dès lors permis de renvoyer au rapport qui a été fait à l'occasion de la promulgation de l'arrêté de pouvoirs spéciaux prérappelé et dans lequel il a été déclaré que, notamment, on avait pour but « de permettre au Roi de fixer des règles plus souples et plus efficaces pour la gestion des hôpitaux publics dépendant des C.P.A.S. ou d'associations dont les C.P.A.S. font partie ». Rappelons également que, selon l'avant-dernier alinéa du commentaire pour l'article 6 du projet: « les dispositions prévues au nouvel article 94 doivent favoriser la gestion rationnelle des hôpitaux intéressés et permettre ainsi l'exécution des programmes d'assainissement exigés de ces hôpitaux ».

Le rapport susvisé fait, en outre, quelquefois mention de l'arrêté royal du 27 février 1961 portant les règles de gestion distincte, de tenue des inventaires et de tenue de la comptabilité pour les établissements hospitaliers des commissions d'assistance publique. Cet arrêté a vu le jour par l'exécution de l'article 60 de la loi du 10 mars 1925 organique de l'assistance publique, modifié par la loi dite unique du 14 février 1961. En effet, cet article permettait au Roi de soumettre l'administration de certains services « et notamment les institutions hospitalières » dépendant des commissions d'assistance publique à certaines règles de gestion distincte, de tenue des inventaires et de tenue de la comptabilité.

La loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux a cependant modifié de nouveau l'article 60 précité en remplaçant les termes mentionnés ci-dessus entre guillemets par les mots « à l'exclusion des hôpitaux ». Mais cette nouvelle modification eut pour conséquence que, d'une manière infortunée l'arrêté royal du 27 février 1961 n'avait plus de base légale. Pour pallier immédiatement cette situation, le Gouvernement de l'époque trouva bon de promulger l'arrêté royal du 10 janvier 1964 dans lequel, se fondant sur l'article 4, alinéa premier, de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux, il statuait que les dispositions de l'arrêté royal du 27 février 1961 restaient d'application.

Toutefois, il résulta de cette dernière modification de l'article 60 que les hôpitaux furent aussi légalement tenus, de la même manière que les C.A.P. dont ils dépendaient, d'appliquer encore intégralement la comptabilité budgétaire administrative, outre la comptabilité qui leur était imposée par la loi sur les hôpitaux. Afin d'obvier aux difficultés créées par cette situation la loi du 6 juillet 1973 modifiant la loi du 23 décembre 1963 redonna, à l'article 60 susmentionné la version que la loi unique lui avait donnée.

Si l'on pouvait dire qu'ainsi était levé l'obstacle légal à libérer l'hôpital-C.A.P. de la « double comptabilité », tellement critiquée, il fallut néanmoins constater que de jure rien n'avait changé lors de la promulgation de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale. Au moment de l'entrée en vigueur de cette loi, l'article 60 de la loi du 10 mars 1925 s'éteignait et ses dispositions, du moins en ce qui concerne le dernier alinéa, furent remplacées par les articles 87 et 94 de la nouvelle loi.

Le fondement juridique de l'arrêté royal du 27 février 1961, s'étant modifié ainsi à différentes reprises, il n'est pas étonnant qu'entre-temps, la confusion était grande dans les milieux concernés, à propos de l'application de quelques dispositions dudit arrêté dans la suite. Cette confusion se manifestait d'ailleurs dans plusieurs questions parlementaires, insistant aussi notamment sur l'exécution de l'article 94 précité.

Cette situation changea d'abord par la promulgation de l'arrêté royal n° 244 du 31 décembre 1983 qui, comme susdit, a complété cet article. Ainsi, des principes ont été insérés dans la loi, qui concernent le comité de gestion de l'hôpital, sa composition, ses compétences et l'exercice de celles-ci.

Les étapes suivantes vers le renouveau sont l'arrêté royal du 16 mai 1984 fixant certaines règles concernant le budget des hôpitaux et l'arrêté royal du 20 décembre 1984 qui fixe les règles selon lesquelles doivent être comptabilisées les recettes et les dépenses.

Le présent projet d'arrêté vise à exécuter la loi du 8 juillet 1976, notamment les articles 87 et 94, et à remplacer ainsi l'arrêté royal, plusieurs fois cité, du 27 février 1961, ainsi que celui du 10 janvier 1964 qui lui fait suite.

Met dit oogmerk werden reeds belangrijke regelen vastgelegd door het koninklijk besluit nr. 244 van 31 december 1983, dat in zijn artikel 6 aan voormeld artikel 94 de paragrafen 2 tot 7 heeft toegevoegd.

Het weze ons dan ook toegelaten te verwijzen naar het verslag dat ter gelegenheid van de uitvaardiging van laatstgenoemd bijzonder machtenbesluit werd uitgebracht en waarin werd gesteld dat ondermeer werd beoogd « de Koning de bevoegdheid te verlenen meer soepele en efficiënte regels vast te stellen voor het beheer van de openbare ziekenhuizen die afhangen van de O.C.M.W.'s of van verenigingen waarvan O.C.M.W.'s deel uitmaken ». Herinneren wij er tevens aan dat luidens het voorlaatste lid van de commentaar bij artikel 6 van het ontwerp: « De bepalingen voorzien in het nieuwe artikel 94 moeten toelaten het rationeel beheer van de betrokken ziekenhuizen te bevorderen wat moet toelaten de aan deze ziekenhuizen opgelegde saneringsplannen te kunnen uitvoeren ».

In het bedoeld verslag wordt bovendien 'n paar malen gewag gemaakt van het koninklijk besluit van 27 februari 1961 houdende de regelen inzake het afzonderlijk beheer, het houden van de inventarissen en het houden van de boekhouding voor de verzorgingsinstellingen van de commissies van openbare onderstand. Dit besluit vond zijn ontstaan door de uitvoering van het bij de zogenaamde eenheidswet van 14 februari 1961 gewijzigde artikel 60 van de wet van 10 maart 1925 tot regeling van de openbare onderstand. Op grond van dit artikel inderdaad mocht de Koning het bestuur van zekere diensten « en inzonderheid de verzorgingsinstellingen » afhangende van de commissies van openbare onderstand, onderwerpen aan zekere regelen betreffende een afzonderlijk beheer, het houden van inventarissen en het houden van de boekhouding.

De wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen wijzigde evenwel terug voormeld artikel 60 door de hiervoren onder aanhalingstekens vermelde bewoordingen te vervangen door de woorden « met uitsluiting van de ziekenhuizen ». Dit had echter tot gevolg dat het bovengenoemd koninklijk besluit van 27 februari 1961 op ongelukkige wijze zijn wettelijke basis verloor. Om deze toestand onmiddellijk te verhelpen heeft de toenmalige Regering het goed gevonden het koninklijk besluit van 10 januari 1964 uit te vaardigen, waardoor zij, zich beroepend op artikel 4, eerste lid, van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen, bepaalde dat de beschikkingen van het koninklijk besluit van 27 februari 1961 verder van toepassing bleven.

De laatstgenoemde wijziging van artikel 60 bracht nochtans met zich mede dat ook de ziekenhuizen, zoals de C.O.O.'s waarvan zij afhangen, wettelijk verplicht waren volledig nog de administratieve budgettaire boekhouding toe te passen naast de boekhouding die hen door de ziekenhuiswet werd opgelegd. Om tegemoet te komen aan de bezwaren hiertegen bracht de wet van 6 juli 1973 tot wijziging van de wet van 23 december 1963 het meervernoemd artikel 60 terug in de versie die het door de eenheidswet gekregen had.

Verdween aldus de wettelijke hindernis om het C.O.O.-ziekenhuis te bevrijden van de gewraakte « dubbele boekhouding », toch moest worden vastgesteld dat de jure nog niets veranderd was bij de uitvaardiging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. Op het ogenblik der inwerkingtreding van deze wet kwam het artikel 60 van de wet van 10 maart 1925 te vervallen en werden de bepalingen hiervan, althans wat het laatste lid betreft, vervangen door de artikels 87 en 94 van de nieuwe wet.

Door de zich steeds wijzigende rechtsgrond voor het koninklijk besluit van 27 februari 1961 is het niet te verwonderen dat in de betrokken kringen inmiddels grote verwarring heerste nopens de verdere toepassing van enkele bepalingen van genoemd besluit. Dit kwam overigens tot uiting in meerdere daaromtrent gestelde parlementaire vragen, waarbij tevens werd aangedrongen ondermeer op de uitvoering van voormeld artikel 94.

Een eerste wijziging van die toestand werd doorgevoerd door de reeds genoemde aanvulling van dit artikel door het koninklijk besluit n° 244 van 31 december 1983. Aldus werden in de wet zelf principes ingeschreven omtrent het beheerscomité van het ziekenhuis qua samenstelling, bevoegdheden en uitoefening hiervan.

De volgende stappen naar de vernieuwing zijn het koninklijk besluit van 16 mei 1984 houdende bepaalde regelen in verband met de begroting van de betrokken ziekenhuizen en het koninklijk besluit van 20 december 1984 houdende bepaalde regelen volgens dewelke de uitgaven en de ontvangsten worden bijgehouden.

Het huidig ontwerp van besluit streeft ernaar de uitvoering van de wet van 8 juli 1976, inzonderheid van de artikelen 87 en 94, door te voeren en aldus het meervernoemd koninklijk besluit van 27 februari 1961, alsmede het hierbij aansluitend besluit van 10 januari 1964, te vervangen.

Sur ce point, la loi est demeurée inéxecutée depuis 1976. A défaut d'arrêté d'exécution il a jusqu'à présent fallu recourir au principe de la continuité en vertu duquel l'arrêté royal du 27 février 1961 devait encore toujours être appliqué.

Il était dès lors grand temps d'exécuter les dispositions sur la gestion distincte, de la loi sur les C.P.A.S.

Commentaire des articles

L'article 1er concerne le champ d'application du nouvel arrêté. On estime que le concept « hôpital » doit être considéré dans une conception aussi large que possible.

L'article 2 se borne à formuler quelques définitions, tandis que l'article 3 pose le principe de la gestion distincte.

L'article 4 contient, en vue de l'exécution de l'article 94, § 2, de la loi, d'une part, les règles sur la composition du comité de gestion et d'autres part, celles concernant la désignation des conseillers du C.P.A.S.

Remarquons qu'un délégué, ayant voix consultative et désigné par la commune dont le centre public d'aide sociale gère l'hôpital siège au comité de gestion. Ce principe était d'ailleurs déjà prévu à l'arrêté royal du 31 décembre 1983 qui fixe les règles selon lesquelles les communes qui participent au déficit des hôpitaux publics, sont associées à la gestion de ces hôpitaux (*Moniteur belge* du 10 janvier 1984). Cet arrêté n'est pas modifié et demeure donc en vigueur étant entendu que la commune dont le centre public d'aide sociale gère l'hôpital ne peut jamais désigner plus d'un délégué ayant voix consultative.

Alors que la présidence du comité d'un hôpital dépendant d'un centre public, est fixée par la loi (dernier alinéa de l'article 94, § 2 précité), il fallait prévoir une disposition pour la vice-présidence. C'est à cela que tend le premier paragraphe de l'article 5, tandis que le deuxième traite de la présidence et de la vice-présidence de l'hôpital d'une association et que le troisième prévoit que le comité peut, occasionnellement, être complété par des experts sans voix délibérative.

Pour permettre un fonctionnement souple du propre comité, il convient d'en arrêter les règles dans un règlement d'ordre intérieur (article 6).

Les articles 7 et 8 n'appellent aucun commentaire. Comme c'est le cas pour les réunions du bureau permanent et des comités spéciaux (article 35 de la loi du 8 juillet 1976), il est référé aux dispositions applicables aux réunions du Conseil lui-même.

Le paragraphe 1er de l'article 9 vise à exécuter l'article 94, § 7, de la loi, et le paragraphe 2, celle de l'article 94, § 8. Les efforts des responsables de l'hôpital pour mener une politique efficace ne peuvent être contrecarrés par une attitude négative ou passive du Conseil ou de l'organe compétent de l'association. L'important paragraphe 3 de l'article 9 du projet essaie d'entraver une telle attitude.

L'article 10 traite des différentes tâches du directeur de l'hôpital.

L'article 11 renvoie, dans son premier paragraphe, aux articles 26 bis et 26 de la loi du 8 juillet 1976. Ceci s'avère suffisant, en égard aux modifications apportées à cette loi par l'arrêté royal n° 244.

Là où l'objectif serait de se distancier de l'arrêté du Régent du 10 février 1945 portant le règlement général sur la comptabilité communale, imposé aux centres publics d'aide sociale, en application de l'article 87 de la loi organique, on considère qu'il est utile de prévoir — ce qui fait l'objet du paragraphe 2 de l'article 11 — un règlement relatif aux « douzièmes provisoires » et ce par analogie aux dispositions des articles 27 à 29 dudit arrêté du Régent.

Les articles 12 et 14 traitent, respectivement, des fonctions de trésorier et de comptable de l'hôpital, en des termes plus précis que ceux utilisés par l'arrêté royal du 27 février 1961.

Les articles 15 et 19 n'appellent aucun commentaire. Ils reflètent, en grande partie, les dispositions qui se retrouvent dans l'arrêté royal cité en dernier lieu, et leur application ne semble pas avoir suscité de difficultés particulières dans le passé.

Inspiré par les articles 20 à 22 de l'arrêté royal du 27 février 1981 et compte tenu de la modification de l'article 89 de la loi organique, nous estimons que l'article 20 du projet ne manque pas de clarté et n'appelle aucun commentaire.

Les articles 21 et 22 concernent l'exercice du contrôle administratif des dépenses du comité de gestion. D'une part, ils reprennent en grande partie les dispositions de l'article 110 de la loi organique (art. 21) et d'autre part, ils sont considérés comme un complément aux articles 11 et 12 de la même loi, tandis que la possibilité d'appliquer l'article 113 est également prévue (article 22).

De wet bleef op dit punt sinds 1976 onuitgevoerd. Bij gebrek van enig uitvoeringsbesluit diende dan ook tot op heden beroep te worden gedaan op het beginsel van de continuïteit, waardoor nog steeds het koninklijk besluit van 27 februari 1961 diende te worden toegepast.

Het werd dan ook hoog tijd dat uitvoering wordt gegeven aan de bepalingen van de O.C.M.W.-wet inzake het afzonderlijk beheer.

Commentaar bij de artikelen

Artikel 1 betreft het toepassingsgebied van het nieuwe besluit. De mening wordt vooropgezet dat het begrip « ziekenhuis » zo ruim mogelijk moet worden opgevat.

Artikel 2 beperkt zich tot het geven van enkele definities terwijl artikel 3 het principe stelt van het afzonderlijk beheer.

Artikel 4 bevat, ter uitvoering van artikel 94, § 2, van de wet, enerzijds de regelen nopens de samenstelling van het beheerscomité, anderzijds die betreffende de aanwijzing van de raadsleden van het O.C.M.W.

Hierbij weze aangestipt dat in het beheerscomité ook een afgevaardigde zetelt, met raadgevende stem, aangeduid door de gemeente wier openbaar centrum het ziekenhuis beheert. Dit beginsel was overigens reeds voorzien in het koninklijk besluit van 31 december 1983 dat de regelen bepaalt volgens dewelke de gemeenten die in het tekort van openbare ziekenhuizen bijdragen aan het beheer van deze ziekenhuizen deelnemen (*Belgisch Staatsblad* van 10 januari 1984). Dit besluit wordt niet gewijzigd en blijft dus van kracht, met dien verstande dat de gemeente wier openbaar centrum het ziekenhuis beheert, nooit meer dan één afgevaardigde met raadgevende stem mag aanduiden.

Daar waar het voorzitterschap van het comité van een ziekenhuis afhankelijk van een openbaar centrum wettelijk is bepaald (laatste lid van voormeld artikel 94, § 2), diende ook een regeling te worden voorzien voor het ondervoorzitterschap. Dit wordt beoogd door de eerste paragraaf van artikel 5, terwijl de tweede paragraaf het heeft over het voorzitterschap en het ondervoorzitterschap van het ziekenhuis van een vereniging en de derde een occasionele aanvulling van het comité voorziet door niet-stemgerechtigde deskundigen.

Om een soepele werking van het eigen comité te verzekeren is het aangewezen dat een huishoudelijk reglement de regelen hiervan bepaalt (artikel 6).

De artikelen 7 en 8 vergen geen commentaar. Zoals dit het geval is voor de vergaderingen van het vast bureau en de bijzondere comités (artikel 35 van de wet van 8 juli 1976) wordt verwezen naar de bepalingen die gelden voor de vergaderingen van de Raad zelf.

Paragraaf 1 van artikel 9 beoogt uitvoering te geven aan artikel 94, § 7, van de wet en paragraaf 2 aan artikel 94, § 8. De pogingen van de verantwoordelijken voor het ziekenhuis om een degelijk beleid te voeren mogen niet worden gedwarsboemd door een negatieve of passieve houding van de Raad of van het bevoegd orgaan van de vereniging. De belangrijke paragraaf 3 van artikel 9 van het ontwerp betracht zulke houding de pas af te snijden.

Artikel 10 handelt over de verschillende taken van de ziekenhuis-directeur.

Artikel 11 verwijst in zijn eerste paragraaf naar de artikelen 26 bis en 26 van de wet van 8 juli 1976. Gelet op de bij het koninklijk besluit nr. 244 doorgevoerde wijzigingen van die wet blijkt dit voldoende te zijn.

Daar waar het de bedoeling zou zijn afstand te nemen van het besluit van de Regent d.d. 10 februari 1945 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, met toepassing van artikel 87 van de organieke wet aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn opgelegd, wordt het nuttig bevonden, zoals beoogd door § 2 van artikel 11, een regeling te voorzien wat de « voorlopige twaalfden » betreft en dit per analogie met de bepalingen van de artikelen 27 tot 29 van voormeld besluit van de Regent.

De artikelen 12 en 14 gaan respectievelijk over de functies van penningmeester en rekenplichtige van het ziekenhuis, zij het wat uitvoeriger dan dit in het koninklijk besluit van 27 februari 1961 het geval is.

De artikelen 15 tot en met 19 vergen geen commentaar. Zij zijn grotendeels de weergave van bepalingen die terug te vinden zijn in laatstgenoemd koninklijk besluit en de toepassing ervan blijkt in het verleden geen specifieke moeilijkheden te hebben opgeleverd.

Ingegeven door de artikelen 20 tot 22 van het koninklijk besluit van 27 februari 1981 en in acht genomen de doorgevoerde wijziging van artikel 89 van de organieke wet menen wij dat artikel 20 van het ontwerp niet aan duidelijkheid ontbreekt en geen uitleg behoeft.

De artikelen 21 en 22 betreffen het uitoefenen van het administratief toezicht op de beslissingen van het beheerscomité. Enerzijds zijn zij in ruime mate de weergave van artikel 110 van de organieke wet (artikel 21) en anderzijds worden zij beschouwd als een aanvulling van de artikelen 11 en 12 van dezelfde wet, terwijl eveneens toepassing wordt mogelijk gemaakt van artikel 113 (artikel 22).

L'article 4 concernant la composition du Comité de gestion produit ses effets le jour de la prochaine installation du conseil du centre public d'aide sociale, ou de l'organe compétent de l'association. Entre temps le comité de gestion existant reste en fonction et toutes les autres dispositions du présent arrêté sont d'application. Les autres dispositions du projet n'appellent aucun commentaire.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique
et à l'Environnement,
F. AERTS

2 AOUT 1985. — Arrêté royal fixant certaines règles en matière de gestion distincte et de comptabilité pour les hôpitaux qui dépendent d'un centre public d'aide sociale, d'une association intercommunale ou d'une association créée conformément au chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux, modifiée par la loi du 6 juillet 1973, l'arrêté royal n° 60 du 22 juillet 1982, l'arrêté royal n° 162 du 30 décembre 1982 et l'arrêté royal n° 243 du 31 décembre 1983, notamment l'article 4;

Vu la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale, modifiée par la loi du 9 août 1980, l'arrêté royal n° 244 du 31 décembre 1983 et la loi du 28 juin 1984, notamment les articles 87 et 94;

Vu l'arrêté royal du 18 mai 1984 fixant certaines règles concernant le budget des hôpitaux qui dépendent d'un centre public d'aide sociale, d'une association intercommunale, ou d'une association créée conformément au chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1984 qui fixe les règles selon lesquelles doivent être comptabilisées les recettes et les dépenses des hôpitaux qui dépendent d'un centre public d'aide sociale, d'une association intercommunale, ou d'une association créée conformément au chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient d'exécuter d'urgence les dispositions sur la gestion distincte des hôpitaux publics, de la loi sur les C.P.A.S. en vue d'assurer un fonctionnement efficace à ces établissements;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement et de l'avis de nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux hôpitaux visés par la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux et dépendant d'un centre public d'aide sociale ou d'une association définie à l'article 2 du présent arrêté.

Elles concernent :

- 1° les activités qui constituent les éléments pour la fixation du prix de la journée d'entretien visé à l'article 5 de la loi précitée;
- 2° les autres activités exercées à et par l'hôpital;

Artikel 4 met betrekking tot de samenstelling van het beheerscomité treedt in voege op de dag van de eerstvolgende installatie van de raad voor maatschappelijk welzijn, of van het bevoegd orgaan van de vereniging. Ondertussen blijft het bestaande beheerscomité functioneren en zijn alle andere bepalingen van dit besluit van toepassing. De overige bepalingen van het ontwerp vragen geen commentaar.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid
en Leefmilieu,
F. AERTS

2 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit houdende bepaalde regelen in verband met het afzonderlijk beheer en de boekhouding van de ziekenhuizen die afhangen van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, van een intercommunale vereniging of van een vereniging opgericht overeenkomstig hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen, gewijzigd door de wet van 6 juli 1973, het koninklijk besluit nr. 60 van 22 juli 1982, het koninklijk besluit nr. 162 van 30 december 1982 en het koninklijk besluit nr. 243 van 31 december 1983, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd door de wet van 9 augustus 1980, het koninklijk besluit nr. 244 van 31 december 1983 en de wet van 28 juni 1984, inzonderheid op de artikelen 87 en 94;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 mei 1984 houdende bepaalde regelen in verband met de begroting van de ziekenhuizen die afhangen van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, van een intercommunale vereniging of van een vereniging opgericht overeenkomstig hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1984 houdende bepaalde regelen volgens dewelke de uitgaven en de ontvangsten worden bijgehouden van ziekenhuizen die afhangen van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, van een intercommunale vereniging of van een vereniging opgericht overeenkomstig hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de uitvoering van de bepalingen van de O.C.M.W.-wet inzake het afzonderlijk beheer der openbare ziekenhuizen dringend geboden is om een doeltreffende werking van deze instellingen te verzekeren;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bepalingen van onderhavig besluit zijn van toepassing op de ziekenhuizen bedoeld door de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen en afhangende van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of van een vereniging zoals nader bepaald in artikel 2 van dit besluit.

Zij betreffen :

- 1° de activiteiten die de elementen vormen voor het bepalen van de verpleegdagprijs bedoeld door artikel 5 van voormelde wet;
- 2° de andere activiteiten in en door het ziekenhuis uitgeoefend;

3° tous les services qui sont rattachés fonctionnellement à l'hôpital, pour autant qu'ils ressortissent avec l'hôpital à la compétence d'un même gestionnaire.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté il faut entendre par :

1° « la loi sur les hôpitaux » : la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux;

2° « la loi organique » : la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale;

3° « Notre arrêté du 16 mai 1984 » : l'arrêté royal du 16 mai 1984 fixant certaines règles concernant le budget des hôpitaux qui dépendent d'un centre public d'aide sociale, d'une association intercommunale, ou d'une association créée conformément au chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale;

4° « l'association » : l'association intercommunale comprenant un ou plusieurs centres publics d'aide sociale ou communes, ou l'association créée conformément au chapitre XII de la loi mentionnée au 2°;

5° « le Conseil » : le Conseil de l'aide sociale du centre public d'aide sociale dont dépend l'hôpital concerné;

6° « le Ministre » : le Ministre qui a le financement de l'exploitation des hôpitaux dans ses attributions.

Art. 3. Chaque hôpital est géré séparément des autres établissements ou services du centre public ou de l'association.

Il dispose de ses propres moyens financiers, distincts de ceux du centre public ou de l'association.

Art. 4. § 1er. Le comité de gestion chargé de la gestion distincte de l'hôpital est composé du président et de six, huit ou dix membres.

Ces membres sont :

1° avec voix consultative, le directeur de l'hôpital, le médecin responsable des activités médicales, la personne responsable des services infirmiers ainsi qu'éventuellement le responsable des services administratifs et financiers et le responsable des services techniques de l'hôpital. Ces personnes sont désignées à cet effet par le Conseil ou par l'organe compétent de l'association.

2° avec voix délibérative, en nombre égal à celui des membres désignés et visés sub 1° et sans tenir compte du président, soit des membres du Conseil du centre public d'aide sociale, soit de membres désignés à cet effet par l'organe compétent de l'association, selon le cas;

3° avec voix consultative, un délégué de la commune dont le centre public d'aide sociale gère l'hôpital.

§ 2. En application de l'article 94, § 2, deuxième alinéa de la loi organique, les membres du Conseil, autres que le président, appelés à faire partie du comité de gestion de l'hôpital sont désignés par le Conseil au scrutin secret et en un seul tour, chaque conseiller disposant d'une voix. En cas de parité des voix, le candidat le plus âgé est élu.

Sauf en cas de démission, ces membres sont désignés pour la durée de leur mandat de membre du Conseil du centre public d'aide sociale.

Lorsqu'un de ces membres cesse de faire partie du comité de gestion, il est remplacé par un membre proposé sur le même acte de présentation dont il est question à l'article 11, § 1er de la loi organique. Si aucun membre du Conseil ne répond à cette condition, tout membre peut être désigné.

Art. 5. § 1er. Conformément à l'article 94, § 2, dernier alinéa de la loi organique, le président du Conseil ou son délégué est de plein droit président du comité de gestion de l'hôpital dépendant d'un centre public.

Ce comité de gestion désigne parmi les membres, visés à l'article 4, § 1er, 2°, du présent arrêté, la personne qui fera fonction de vice-président du comité de gestion, chargé de présider les séances en cas d'absence ou d'empêchement temporaires du président du Conseil ou de son délégué.

§ 2. L'association désigne la personne qui fera fonction de président au comité de gestion et indique parmi les membres visés à l'article 4, § 1er, 2° du présent arrêté, celui qui éventuellement exercera la fonction de vice-président.

3° alle diensten die functioneel met het ziekenhuis verbonden zijn, in zoverre zij samen met dit ziekenhuis ressorteren onder de bevoegdheid van éénzelfde beheerder.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

1° « de ziekenhuiswet » : de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen;

2° « de organieke wet » : de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

3° « Ons besluit van 16 mei 1984 » : het koninklijk besluit van 16 mei 1984 houdende bepaalde regelen in verband met de begroting van de ziekenhuizen die afhangen van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, van een intercommunale vereniging of van een vereniging opgericht overeenkomstig hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

4° « de vereniging » : de intercommunale vereniging bevattende één of meerdere openbare centra voor maatschappelijk welzijn of gemeenten, of de vereniging opgericht overeenkomstig hoofdstuk XII van de sub 2° vermelde wet;

5° « de Raad » : de raad voor maatschappelijk welzijn van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn waarvan het betrokken ziekenhuis afhangt;

6° « de Minister » : de Minister die de financiering van de exploitatie van de ziekenhuizen onder zijn bevoegdheid heeft.

Art. 3. Elk ziekenhuis wordt afzonderlijk van de andere inrichtingen of diensten van het openbaar centrum of van de vereniging beheerd.

Het beschikt over eigen financiële middelen die gescheiden zijn van die van het openbaar centrum of van de vereniging.

Art. 4. § 1. Het beheerscomité, belast met het afzonderlijk beheer van het ziekenhuis, bestaat uit de voorzitter en uitzes, acht of tien leden.

Deze leden zijn :

1° met raadgevende stem, de directeur van het ziekenhuis, de geneesheer verantwoordelijk voor de medische activiteiten, de persoon verantwoordelijk voor de verpleegkundige diensten, alsmede eventueel de persoon verantwoordelijk voor de administratief-financiële diensten en de persoon verantwoordelijk voor de technische diensten van het ziekenhuis. Zij worden hiertoe aangeduid door de Raad of door het bevoegd orgaan van de vereniging.

2° met beraadslagende stem, in gelijk aantal als de onder 1° bedoelde aangeduide leden en de voorzitter niet medegerekend, hetzij leden van de Raad van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, hetzij uit leden hiervoor aangewezen door het bevoegd orgaan van de vereniging, naargelang van het geval;

3° met raadgevende stemt een afgevaardigde van de gemeente wier openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn het ziekenhuis beheert.

§ 2. Met toepassing van artikel 94, § 2, tweede lid, van de organieke wet, worden, met uitzondering van de voorzitter, de leden van de Raad, geroepen om deel uit te maken van het beheerscomité van het ziekenhuis, aangewezen door de Raad bij geheime stemmingen in één enkele stemronde, waarbij elk raadslid over één stem beschikt. Bij staking van stemmen is de oudste kandidaat in jaren aangesteld.

Behoudens in geval van ontslag, zijn deze leden aangewezen voor de duur van hun mandaat als raadslid van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

Wanneer één van die leden ophoudt deel uit te maken van het beheerscomité, wordt in zijn vervanging voorzien door de aanduiding van een lid dat voorgesteld was op dezelfde voordrachtakte waarvan sprake in artikel 11, § 1, van de organieke wet. Indien geen enkel lid van de Raad aan die voorwaarde voldoet, mag gelijk welk lid worden aangesteld.

Art. 5. § 1. Overeenkomstig artikel 94, § 2, laatste lid, van de organieke wet, is de voorzitter van de Raad of zijn afgevaardigde van rechtswege voorzitter van het beheerscomité voor het ziekenhuis afhankelijk van een openbaar centrum.

Dit beheerscomité wijst onder de leden, bedoeld in artikel 4, § 1, 2° van dit besluit, de persoon aan die zal fungeren als ondervoorzitter van het beheerscomité, en die belast is met het voorzitterschap van de vergaderingen, wanneer de voorzitter van de Raad of zijn afgevaardigde tijdelijk afwezig of verhinderd is.

§ 2. De vereniging duidt de persoon aan die zal fungeren als voorzitter van het beheerscomité en wijst onder de leden, bedoeld in artikel 4, § 1, 2°, van dit besluit, diegene aan die eventueel als ondervoorzitter zal optreden.

§ 3. Pour accomplir sa mission, le comité de gestion peut convoquer à ses réunions d'autres personnes occupées ou non à l'hôpital, afin d'y être entendues en tant qu'experts en certaines matières. Elles quitteront la salle avant chaque vote ou avant que le comité ne prenne une décision.

Art. 6. Sauf s'ils en ont transféré la compétence au comité, le Conseil ou l'organe compétent de l'association arrêtent le règlement d'ordre intérieur de l'hôpital dans les deux mois de l'envoi du projet établi par le comité de gestion immédiatement après son installation. Ce projet sera joint au dossier soumis à l'autorité de tutelle.

Art. 7. Le comité de gestion se réunit au siège de l'hôpital sur convocation de son président, chaque fois qu'il est nécessaire et au moins une fois par mois, aux jour et heure fixés par le règlement d'ordre intérieur.

A la requête d'un tiers des membres, visés à l'article 4, § 1er, 2^o, le président est tenu de convoquer le comité dans la huitaine.

Il mentionnera le cas échéant sur la convocation les points de l'ordre du jour que ces membres auront préalablement formulés par écrit.

Art. 8. Sauf dispositions contraires dans le règlement d'ordre intérieur, les dispositions des articles 30 à 34 inclus, de la loi organique sont applicables aux réunions du comité de gestion.

Art. 9. § 1er. Les dispositions de l'article 94, §§ 3 à 6 de la loi organique sont applicables à l'association et au comité de gestion de son hôpital à moins que les statuts de l'association prévoient des dispositions contraires en matière de compétences.

§ 2. L'avis visé à l'article 94, § 6 de la loi organique doit être émis dans le délai d'un mois à compter du jour de la réception de la demande d'avis par le comité de gestion.

§ 3. Le comité de gestion peut introduire des propositions concernant toute matière de l'hôpital pour laquelle le Conseil ou les organes généraux de gestion de l'association sont restés compétents. Ceux-ci doivent statuer sur ces propositions dans les deux mois à partir du jour où celles-ci ont été transmises. A défaut de décision dans ce délai, la délibération portant la proposition du comité est considérée comme adoptée et est soumise directement aux autorités de tutelle compétentes en la matière afin d'être déclarée exécutoire ou de recevoir les avis, autorisations ou approbations requis. Ces autorités informent le Conseil et l'association de la réception de la délibération précitée et leur transmettent, en outre, une copie de leur décision.

Art. 10. § 1er. Dans chaque hôpital il y a un directeur. Le directeur assure le secrétariat du comité de gestion.

§ 2. Le directeur est chargé de la direction générale de l'activité journalière de l'hôpital. Il exécute aussi les tâches que le comité de gestion lui confie.

§ 3. Sauf exceptions déterminées par le comité de gestion, toutes les pièces émanant de l'hôpital sont signées par lui ou par le membre du personnel, auquel il a donné, avec l'accord du comité de gestion, par écrit une délégation spéciale à cet effet.

Art. 11. § 1er. En vue de l'application des articles 26bis et 88 de la loi organique, le comité de gestion établit le projet de budget de l'hôpital et l'adresse au Conseil ou à l'association avant le 15 juillet de l'année précédant l'exercice.

§ 2. Si le budget n'a pu être approuvé dans les délais et à moins d'une opposition dûment motivée du ou des collèges des bourgmestres et échevins des communes visées à l'article 88 de la loi organique, le comité de gestion et le trésorier de l'hôpital peuvent respectivement engager et régler les dépenses strictement obligatoires, ainsi que les dépenses indispensables pour assurer la vie normale de l'établissement, à condition qu'il s'agisse de dépenses dont la hauteur ou le principe a été admis ou approuvé précédemment par l'autorité supérieure.

Ces engagements et paiements ne peuvent toutefois dépasser, pour chaque mois écoulé ou commencé depuis l'ouverture de l'exercice, le douzième des dépenses prévues au budget d'exploitation de l'exercice précédent.

§ 3. Met het oog op het vervullen van zijn opdrachten kan het beheerscomité andere personen, al dan niet tewerkgesteld in het ziekenhuis, tot het bijwonen van zijn vergaderingen oproepen, om er als deskundigen betreffende bepaalde problemen gehoord te worden. Zij moeten de zaal verlaten vóór elke stemming of vooraleer het comité een beslissing neemt.

Art. 6. Tenzij zij de bevoegdheid hiervoor aan het comité zelf hebben overgedragen, stellen de Raad of het bevoegd orgaan van de vereniging het huishoudelijk reglement van het ziekenhuis vast binnen twee maanden na toezending van een ontwerp hiervan, opge maakt door het beheerscomité onmiddellijk na zijn installatie. Voormeld ontwerp dient gevoegd te worden bij het dossier dat aan de toezichthoudende overheid wordt overgelegd.

Art. 7. Het beheerscomité vergadert in de zetel van het ziekenhuis na bijeenroeping door zijn voorzitter, telkens het nodig wordt bevonden en ten minste éénmaal per maand, op de dagen en uren vastgesteld door het huishoudelijk reglement.

De voorzitter is ertoe gehouden, op aanvraag van één derde van de in artikel 4, § 1, 2^o bedoelde leden, het comité binnen de acht dagen bijeen te roepen.

In voorkomend geval worden op de uitnodiging voor de bijeenkomst de agendapunten vermeld die door deze leden voorafgaandelijk schriftelijk worden toegelicht.

Art. 8. Behoudens andersluidende beschikkingen in het huishoudelijk reglement, zijn de bepalingen van de artikelen 30 tot en met 34 van de organieke wet van toepassing op de vergaderingen van het beheerscomité.

Art. 9. § 1. De bepalingen van artikel 94, §§ 3 tot 6, van de organieke wet zijn van toepassing voor de vereniging en het beheerscomité van haar ziekenhuis, tenzij de statuten van de vereniging andersluidende beschikkingen inhouden wat de bevoegdheden betreft.

§ 2. Het advies, bedoeld door artikel 94, § 6, van de organieke wet, dient te worden uitgebracht binnen de maand vanaf de dag waarop het beheerscomité het verzoek hierom ontvangen heeft.

§ 3. Het beheerscomité kan voorstellen indienen voor elke aangelegenheid van het ziekenhuis waarvoor de Raad of de algemene beheersorganen van de vereniging bevoegd gebleven zijn. Deze moeten zich daaromtrent uitspreken binnen twee maanden vanaf de dag waarop de voorstellen werden toegezonden. Bij ontstentenis van een beslissing binnen die termijn wordt het besluit houdende het voorstel van het comité als aangenomen beschouwd en wordt het, om uitvoerbaar verklaard te worden of om de nodige adviezen, machtigingen of goedkeuringen te ontvangen, rechtstreeks onderworpen aan de terzake bevoegde toezichthoudende overheden. Deze geven kennis van deze overmaking aan de Raad en aan de vereniging en delen aan deze tevens een afschrift van de door hen genomen beslissing mede.

Art. 10. § 1. In ieder ziekenhuis is een directeur. De directeur neemt het secretariaat waar van het beheerscomité.

§ 2. De directeur is belast met de algemene leiding van de dagelijkse werking van het ziekenhuis. Hij voert tevens de taken uit die hem door het beheerscomité worden opgedragen.

§ 3. Behoudens de uitzonderingen bepaald door het beheerscomité, worden alle stukken uitgaande van het ziekenhuis door hem ondertekend of door het personeelslid waaraan hij, met het akkoord van het beheerscomité, hiervoor schriftelijk een bijzondere delegatie heeft gegeven.

Art. 11. § 1. Met het oog op de toepassing van de artikelen 26bis en 88 van de organieke wet, stelt het beheerscomité het ontwerp van begroting voor het ziekenhuis op en deelt het dit vóór 15 juli van het jaar dat aan het dienstjaar voorafgaat mede aan de Raad of aan de vereniging.

§ 2. Indien de begroting niet tijdig kon worden goedgekeurd en in zoverre het college van burgemeester en schepenen, respectievelijk de colleges van burgemeester en schepenen van de in artikel 88 van de organieke wet bedoelde gemeenten, geen behoorlijk gemotiveerd verzet hebben doen gelden, kunnen het beheerscomité en de penningmeester van het ziekenhuis onderscheidenlijk de strikt verplichte uitgaven, zomede die welke voor de normale gang van de inrichting onontbeerlijk zijn, aanwenden en vereffenen, op voorwaarde dat het gaat om uitgaven waarvan het belang of het beginsel voorheen door de hogere overheid werd aangenomen of goedgekeurd.

De bedoelde toepassingen en betalingen mogen evenwel, voor iedere sinds de opening van het dienstjaar verlopen of begonnen maand, een twaalfde gedeelte van de voorziene uitgaven op de exploitatiebegroting van het voorgaande dienstjaar niet overschrijden.

Art. 12. § 1er. Sauf application du § 2 du présent article, la fonction de trésorier est exercée par le receveur du centre public d'aide sociale concerné ou de l'association.

Les recettes et les dépenses de l'hôpital sont effectuées par le trésorier qui doit reddition des comptes au comité de gestion.

Il est chargé de dresser les prévisions de trésorerie visées par l'article 7 de Notre arrêté du 16 mai 1984.

Les dispositions qui, en ce qui concerne le remplacement en cas d'absence, le compte de fin de gestion et le déficit de caisse pour la comptabilité communale, régissent l'exercice de la fonction de receveur, s'appliquent au trésorier de l'hôpital. L'exécution de sa mission est également régie par les dispositions des articles 92 et 115 de la loi organique, étant entendu que le cas échéant le comité de gestion de l'hôpital intervient à la place du Conseil, pour autant que ces dispositions ne soient pas contraires à Notre arrêté du 16 mai 1984.

§ 2. Sauf le cas où le Conseil ou l'association, sur avis ou proposition du comité de gestion, recrute ou nomme un receveur spécial pour l'hôpital — si les nécessités du service le requièrent — un ou plusieurs membres du personnel peuvent être chargés de certaines tâches du trésorier et exercer leurs fonctions sous sa surveillance et sa responsabilité.

Art. 13. Avant que le Conseil, l'organe compétent de l'association ou le comité de gestion ne prenne une décision concernant l'hôpital il examine les incidences financières de cette décision sur le budget; le rapport est joint à la décision.

Art. 14. La comptabilité de l'hôpital est tenue par un membre du personnel spécialement désigné à cette fin, dénommé ci-après « comptable ».

Il y a incompatibilité entre la fonction de trésorier visée à l'article 12 du présent arrêté et la fonction de comptable.

Outre les tâches qui lui sont imposées par le présent arrêté ainsi que par Notre arrêté du 16 mai 1984 et celles décrites dans le règlement d'ordre intérieur, le comptable est tenu de se conformer aux instructions qui lui sont données par le directeur.

Art. 15. Lorsqu'elles ne résultent pas de contrats ou d'adjudications préalables à l'engagement, les dépenses pour travaux, fournitures et services donnent lieu à l'émission de bons de commande.

Ces bons doivent être visés par le président ou un membre du comité de gestion délégué par lui, avant leur mise à exécution. Toutefois la signature du directeur suffit pour exécuter les bons de commande relatifs aux dépenses ne dépassant pas un montant déterminé par le comité de gestion.

Art. 16. § 1er. En vue de permettre leur liquidation, les pièces de dépenses portent la mention de l'article budgétaire concerné ainsi que l'autorisation de paiement, donnée, selon le cas, par le président, par le membre délégué ou par le directeur.

§ 2. L'autorisation de payer peut être donnée pour chaque facture séparément ou sur document collectif.

Art. 17. Les ordres de paiement par virement, chèques ou assignations postales doivent être signés par le trésorier et par le comptable.

Art. 18. L'hôpital ne peut prendre en compte des dépenses engagées par d'autres services ou établissements du centre public ou de l'association et qui sont étrangères à l'hôpital.

L'hôpital porte en compte au service ou établissement bénéficiaire le coût des dépenses faites dans le cadre de ses activités normales pour le centre public ou l'association ou pour d'autres services ou établissements dépendant du centre ou de l'association.

Art. 19. Le comité de gestion désigne un ou plusieurs de ses membres visés à l'article 4, § 1, 2^o, du présent arrêté, qui sont tenus de procéder à la fin de chaque trimestre à la vérification de la caisse et des écritures du trésorier et de dresser le procès-verbal de leurs constatations selon un formulaire imposé par le Ministre.

Ce procès-verbal est transmis sans délai au comité de gestion, ainsi que, selon le cas, au Conseil et au collège des bourgmestres et échevins de la commune constituant le ressort du centre public concerné ou à l'association et aux collèges des bourgmestres et échevins des communes impliquées dans cette association.

Art. 12. § 1. Behoudens de toepassing van § 2 van dit artikel wordt de functie van penningmeester uitgeoefend door de ontvanger van het betrokken openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of van de vereniging.

De penningmeester verricht de ontvangsten en uitgaven van het ziekenhuis en moet rekening en verantwoording over de geldomzet afleggen aan het beheerscomité.

Hij is belast met het opmaken van de thesaurievooruitzichten bedoeld door artikel 7 van Ons besluit van 16 mei 1984.

De voorschriften die, wat de vervanging bij afwezigheid, de eindrekening en de kastekorten betreft, inzake de gemeentecomptabiliteit gelden voor het uitoefenen van de functie van ontvanger, zijn toepasselijk op de penningmeester van het ziekenhuis. Evenzo gelden voor het vervullen van zijn opdracht, de bepalingen van de artikelen 92 en 115 van de organieke wet, met dien verstande dat, waar het hoort, het beheerscomité optreedt in plaats van de Raad, en voor zoverre deze bepalingen niet in strijd zijn met Ons besluit van 16 mei 1984.

§ 2. Tenzij de Raad of de vereniging, na advies of op voorstel van het beheerscomité, een bijzondere ontvanger voor het ziekenhuis aanwerft of benoemt, kunnen, indien de dienstonodigheden dit vereisen, één of meer personeelsleden belast worden met bepaalde taken van de penningmeester en hun functie uitoefenen onder zijn toezicht en onder zijn verantwoordelijkheid.

Art. 13. Alvorens door de Raad, het bevoegd orgaan van de vereniging of het beheerscomité een beslissing betreffende het ziekenhuis wordt genomen, wordt de financiële weerslag ervan ten aanzien van de begroting onderzocht; het verslag wordt bij de desbetreffende beslissing gevoegd.

Art. 14. De boekhouding van het ziekenhuis wordt gevoerd door een daartoe speciaal aangesteld personeelslid, hierna « rekenplichtige » genoemd.

Er is onverenigbaarheid tussen de functie van penningmeester bedoeld door artikel 12 van dit besluit en de functie van rekenplichtige.

Benevens de uitvoering van de taken die hem door dit besluit en door Ons besluit van 16 mei 1984 zijn opgelegd en van die welke beschreven zijn in het huishoudelijk reglement, is de rekenplichtige verplicht zich te gedragen naar de onderrichtingen die hem gegeven worden door de directeur.

Art. 15. Wanneer er vóór hun aanwending geen contract voor gesloten werd of geen aanbesteding ervoor gehouden werd, geven de uitgaven voor werken, leveringen en diensten aanleiding tot het opmaken van bestelbons.

Deze bons moeten, alvorens ten uitvoer te worden gelegd, gevisseerd worden door de voorzitter of door het door hem afgevaardigd lid van het beheerscomité. De handtekening van de directeur volstaat evenwel voor de tenuitvoerlegging van de bestelbons betreffende de uitgaven die een door het beheerscomité bepaald bedrag niet overschrijden.

Art. 16. § 1. Teneinde hen betaalbaar te stellen wordt op de uitgaafstukken melding gemaakt van het betrokken begrotingsartikel en alsmede van de toestemming tot betalen, gegeven, naargelang van het geval, door de voorzitter, door het afgevaardigd lid of door de directeur.

§ 2. De toestemming tot betalen kan factuur per factuur of op een collectief document worden gegeven.

Art. 17. De giro-orders, checks of postassignaties worden door de penningmeester en door de rekenplichtige ondertekend.

Art. 18. Het ziekenhuis mag een uitgaven in rekening opnemen die door andere diensten of inrichtingen van het openbaar centrum of van de vereniging aangewend worden en die aan het ziekenhuis vreemd zijn.

Het ziekenhuis rekent aan de bevoordeligde dienst of inrichting de uitgaven aan die in het kader van zijn normale activiteit voor het openbaar centrum of de vereniging zelf of voor andere diensten of inrichtingen hiervan worden gedaan.

Art. 19. Het beheerscomité stelt één of meer van zijn leden aan bedoeld door artikel 4, § 1, 2^o, van dit besluit, die ertoe gehouden zijn op het einde van elke trimester de kas en de boeken van de penningmeester na te zien en proces-verbaal van hun vaststellingen op te maken naar een door de Minister opgelegd formulier.

Dit proces verbaal wordt onverwijld overgemaakt aan het beheerscomité, alsmede, naargelang van het geval, aan de Raad en het college van burgemeester en schepenen van de gemeente die de gebiedsomschrijving van het betrokken openbaar centrum vormt of aan de vereniging en de colleges van burgemeester en schepenen van de gemeenten die in die vereniging betrokken zijn.

Art. 20. Les écritures comptables de l'hôpital sont arrêtées le 31 décembre de chaque année.

Les comptes de l'exercice écoulé sont dressés et certifiés exacts et conformes aux écritures par le comptable, le 1er avril au plus tard. Ces comptes comprennent le compte d'exploitation, le compte de pertes et profits et le bilan qui sont dressés selon le plan comptable uniforme.

Le 31 décembre, le trésorier dresse les états de recettes et dépenses de l'année écoulée. Ces documents sont certifiés exacts et conformes aux écritures et aux pièces justificatives.

Les comptes et états précités sont visés par tous les membres du comité de gestion et accompagnés d'un rapport sur la gestion de l'exercice écoulé, rédigé par le trésorier et le comptable, chacun en ce qui le concerne.

Le dossier complet est transmis avant le 1er mai suivant la clôture de l'exercice au Conseil ou à l'association qui arrête définitivement les comptes et les états de recettes et dépenses de l'hôpital. Ceux-ci sont ensuite soumis à l'approbation des autorités de tutelle comme le prescrit l'article 89 de la loi organique.

Art. 21. L'autorité qui doit se prononcer au sujet d'une décision prise par le comité de gestion, qui émet un avis défavorable ou refuse son autorisation ou son approbation, est tenue de motiver sa décision.

Elle est censée se rallier à la décision du comité de gestion, notamment avoir émis un avis favorable ou avoir donné l'approbation ou l'autorisation requises, si elle n'a pas notifié sa décision contraire dans le délai expressément prescrit par le présent arrêté ou par la loi organique.

A défaut d'un délai spécialement stipulé, celui-ci est de trois mois à partir du jour auquel l'acte a été transmis à l'autorité compétente.

Art. 22. Les articles 111, § 3 et 112 de la loi organique sont d'application aux décisions du comité de gestion.

De la même manière, les dispositions de l'article 113 de la loi organique peuvent, au besoin, être appliquées à l'égard des membres du comité de gestion et des membres du personnel de l'hôpital.

Art. 23. A la date du début du fonctionnement d'un nouvel hôpital créé par le centre public d'aide sociale ou l'association, ces derniers dressent, pour cet hôpital, un inventaire général et un bilan de départ, suivant les règles déterminées par le Ministre.

Dans les trente jours suivant la date à laquelle il a été établi, le bilan de départ est soumis à l'approbation provisoire, selon le cas, du Conseil ou de l'organe compétent de l'association.

Dans les dix jours suivant l'expiration de ce premier délai une copie certifiée conforme de ce bilan est adressée par le centre public ou l'association au Ministre et au(x) conseil(s) communal(aux) des communes visées à l'article 19, deuxième alinéa, du présent arrêté.

L'avis de ce Conseil communal ou des ces Conseils communaux doit être communiqué au Ministre dans les vingt jours à compter de la réception de la copie susvisée; à défaut, l'avis sera considéré comme favorable.

Après ajustement éventuel de l'actif et du passif, le Ministre statue sur l'approbation définitive du bilan de départ dans les soixante jours de la réception de la copie susvisée. Si aucune décision n'est intervenue à l'expiration de ce délai, le bilan est censé approuvé.

Art. 24. A la liquidation de l'hôpital, il est dressé un inventaire général et un compte final comprenant le bilan, le compte de pertes et profits et le compte d'exploitation de l'exercice en cours.

Après avoir soumis ce compte aux avis et approbations requis pour les comptes normaux, l'actif et le passif de l'hôpital sont repris, selon le cas, par le centre public d'aide sociale ou par l'association.

Art. 25. Le Ministre peut imposer tous modèles de budget, comptes, livres comptables et autres documents qui doivent être utilisés par les centres publics d'aide sociale, les associations et les comités de gestion des hôpitaux.

Il peut également agréer les modèles proposés par les administrations concernées.

Art. 20. De boekhouding van het ziekenhuis wordt per 31 december van elk jaar afgesloten.

Ten laatste op 1 april worden de rekeningen over het afgelopen dienstjaar door de rekenplichtige opgemaakt en voor echt en gelijkvormig aan de schrifturen verklaard. Tot die rekeningen behoren de exploitatierekening, de winst- en verliesrekening, en de balans die opgesteld worden volgens het eenvormig boekhoudkundig plan.

Per 31 december maakt de penningmeester de staten van de inkomsten en uitgaven van het afgelopen jaar op. Die bescheiden worden voor echt en overeenkomstig de rekening- en verantwoordingsstukken gewaarmerkt.

De bovenbedoelde rekeningen en staten worden door alle leden van het beheerscomité geïllustreerd, onder bijvoeging van een verslag opgemaakt door de penningmeester en door de rekenplichtige, voor ieder wat hem betreft, over het beheer gedurende het afgelopen dienstjaar.

Het volledig dossier wordt vóór 1 mei volgend op het sluiten van het dienstjaar doorgestuurd naar de Raad of de vereniging, die de rekeningen en ontvangst- en uitgaafstaten van het ziekenhuis definitief vaststelt. Deze worden daarna onderworpen aan de goedkeuring van de toezichhoudende overheden zoals bepaald bij artikel 89 van de organieke wet.

Art. 21. De overheid die zich met betrekking tot een beslissing van het beheerscomité moet uitspreken, een ongunstig advies verleent of haar machtiging of goedkeuring onthoudt, moet haar beslissing motiveren.

Zij wordt geacht akkoord te gaan met het beheerscomité, inzonderheid een gunstig advies of de vereiste goedkeuring of machtiging te hebben verleend, indien zij haar andersluidende beslissing niet ter kennis heeft gebracht binnen de bij dit besluit of bij de organieke wet uitdrukkelijk bepaalde termijn.

Wanneer geen termijn is bepaald, bedraagt deze drie maanden vanaf de dag waarop de akte aan de bevoegde overheid werd toegezonden.

Art. 22. De artikelen 111, § 3, en 112 van de organieke wet zijn van toepassing op de beslissingen van het beheerscomité.

Evenzo kan ten overstaan van de leden van het beheerscomité en de personeelsleden van het ziekenhuis zo nodig toepassing worden gemaakt van de bepalingen van artikel 113 van de organieke wet.

Art. 23. Op de aanvangsdatum van de werking van een nieuw ziekenhuis door hen opgericht, maken het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of de vereniging voor het bedoeld ziekenhuis een algemene inventaris en een aanvangsbalans op, volgens de regels door de Minister vastgesteld.

Binnen de dertig dagen na de datum waarop zij werd opgemaakt, wordt de aanvangsbalans voor voorlopige goedkeuring overgelegd, naargelang van het geval, aan de Raad of aan het bevoegd orgaan van de vereniging.

Binnen tien dagen na het verstrijken van die eerste termijn wordt een voor eensluidend verklaard afschrift van die balans door de zorgen van het openbaar centrum of van de vereniging overgemaakt aan de Minister en aan de gemeenteraad of -raden van de gemeenten bedoeld door artikel 19, tweede lid, van dit besluit.

Het advies van deze laatste moet aan de Minister worden doorgestuurd binnen twintig dagen na ontvangst van het bedoeld afschrift, bij gebreke waarvan het als gunstig zal worden beschouwd.

Na eventueel de activa en passiva ervan te hebben aangepast, spreekt de Minister zich over de definitieve goedkeuring van de aanvangsbalans uit binnen zestig dagen na de ontvangst van het bovenbedoeld afschrift. Indien bij het verstrijken van die termijn geen beslissing getroffen werd, wordt de balans als goedgekeurd beschouwd.

Art. 24. Bij de liquidatie van het ziekenhuis wordt een algemene inventaris opgemaakt en tevens een eindrekening omvattende de balans, de winst- en verliesrekening en de exploitatierekening van het lopende dienstjaar.

Nadat die rekening aan de voor de gewone rekeningen vereiste adviezen en goedkeuringen werd onderworpen, worden de activa en passiva van het ziekenhuis overgenomen door, naargelang van het geval, het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of de vereniging.

Art. 25. De Minister kan alle modellen van begroting, rekeningen, rekeningboeken en andere documenten opleggen die voor de ziekenhuizen door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de verenigingen en de beheerscomités moeten worden gebruikt.

Hij kan eveneens de door de betrokken besturen voorgestelde modellen goedkeuren.

Art. 26. Lorsque l'hôpital sert à l'enseignement des sciences médicales, les modalités de la collaboration peuvent être réglées par une convention entre le centre public d'aide sociale ou l'association et l'université intéressée, sans préjudice des dispositions des articles 1 à 3, 11, 12, 13, 14, 18, 19, 20, 21 à 25 du présent arrêté qui restent applicables.

Ladite convention est soumise à l'approbation du Ministre.

Art. 27. Sont abrogés :

1^o l'arrêté royal du 27 février 1961 portant les règles de gestion distincte, de tenue des inventaires et de tenue de la comptabilité des établissements hospitaliers des commissions d'assistance publique.

2^o l'arrêté royal du 10 janvier 1964 relatif à la gestion distincte des établissements hospitaliers des commissions d'assistance publique.

Art. 28. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 4 qui produit ses effets le jour de la prochaine installation du conseil du centre public d'aide sociale, ou de l'organe compétent de l'association.

Jusqu'à la prochaine installation du Conseil ou de l'organe compétent de l'association le comité de gestion existant reste en fonction.

Art. 29. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 2 août 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement,
F. AERTS

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

F. 85 — 1460

22 JUILLET 1985. — Arrêté royal relatif à la constitution du jury des examens de fin d'études à l'École Royale Militaire pour la session 1985-1986

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi organique de l'École Royale Militaire, en date du 18 mars 1938, et l'arrêté royal du 14 novembre 1968, relatif à l'organisation de l'école précitée;

Considérant qu'un jury doit être constitué pour les examens de sortie de la 135 Promotion Polytechnique et de la 121 Promotion Toutes Armes, examens qui auront lieu à l'École Royale Militaire, avenue de la Renaissance 30, à 1040 Bruxelles, du 5 novembre 1985 au 31 mars 1986;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sont désignés comme président effectif du jury des examens de fin d'études à l'École Royale Militaire, général-major Magon;

comme président suppléant, général-major d'aviation Jacobs.

Art. 2. Sont désignés comme président adjoint :

Colonel Ir. Van Pottelsberghe de la Potterie.
Colonel breveté d'état-major Vandescoor.
Colonel breveté d'état-major Vancalster, R.
Lieutenant-colonel Ir. Aelbers.
Lieutenant-colonel d'aviation breveté d'état-major Maldegem.

Colonel d'aviation Ir. Jacquemart.
Colonel breveté d'état-major Bath.
Colonel Ir. Gerard.
Capitaine de frégate Steen.
Capitaine de frégate Goethals.

Art. 26. Wanneer het ziekenhuis ten dienste staat voor het onderwijs in de medische wetenschappen, kunnen de modaliteiten van de samenwerking geregeld worden door een overeenkomst tussen het betrokken openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of de betrokken vereniging en de universiteit, onverminderd de bepalingen van de artikelen 1 tot 3, 11, 12, 13, 14, 18, 19, 20, 21 tot 25 van onderhavig besluit, die van toepassing blijven.

De bedoelde overeenkomst is onderworpen aan de goedkeuring van de Minister.

Art. 27. Zijn opgeheven :

1^o het koninklijk besluit van 27 februari 1961 houdende de regelen inzake het afzonderlijk beheer, het houden van de inventarissen en het houden van de boekhouding voor de verzorgingsinstellingen van de commissies van openbare onderstand;

2^o het koninklijk besluit van 10 januari 1964 betreffende het afzonderlijk beheer der verzorgingsinstellingen van de commissies van openbare onderstand.

Art. 28. Dit besluit treedt in werking op de datum van publikatie in het *Belgisch Staatsblad*, behoudens artikel 4 dat uitwerking heeft op de dag van de eerstvolgende installatie van de raad van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, of van het bevoegd orgaan van de vereniging.

Tot aan de eerstvolgende installatie van de Raad of van het bevoegd orgaan van de vereniging blijft het bestaande beheerscomité verder functioneren.

Art. 29. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 2 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,
F. AERTS

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 85 — 1460

22 JULI 1985. — Koninklijk besluit betreffende de samenstelling van de commissie voor het afnemen der eindexamens in de Koninklijke Militaire School voor de zittijd 1985-1986

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de organieke wet van de Koninklijke Militaire School van 18 maart 1938 en op het koninklijk besluit van 14 november 1968, betreffende de organisatie van de bovengenoemde school;

Overwegende dat een examencommissie voor de eindexamens van de 135 Polytechnische Promotie en van de 121 Promotie Alle Wapens moet samengesteld worden, examens die in de Koninklijke Militaire School, Renaissancelaan 30, te 1040 Brussel van 5 november 1985 tot 31 maart 1986 zullen plaatsvinden;

Op voorstel van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Worden aangeduid als effectief voorzitter van de commissie van de eindexamens in de Koninklijke Militaire School, generaal-majoor Magon;

als plaatsvervangend voorzitter, generaal-majoor van het vliegwezen Jacobs.

Art. 2. Worden als adjunct voorzitter aangeduid :

Kolonel Ir. Van Pottelsberghe de la Potterie.
Kolonel stafbrevethouder Vandescoor.
Kolonel stafbrevethouder Vancalster, R.
Luitenant-kolonel Ir. Aelbers.
Luitenant-kolonel van het vliegwezen stafbrevethouder Maldegem.

Kolonel van het vliegwezen Ir. Jacquemart.
Kolonel stafbrevethouder Bath.
Kolonel Ir. Gerard.
Fregatkapitein Steen.
Fregatkapitein Goethals.